



ASIE/MALAISIE - « La société civile dans la rue pour demander le respect de la légalité et moins de corruption - il s'agit d'un mouvement interreligieux » déclare le Directeur de l'Herald

Kuala Lumpur (Agence Fides) – « Un mouvement transversal et interreligieux qui naît de la société civile, sans étiquette politique secoue actuellement la nation. Il se fait porteur d'attentes légitimes, demande un changement, la transparence et une lutte ferme contre la corruption dans les hautes sphères du gouvernement. Je crois que le mouvement représente un élan très positif de la société malaisienne » : c'est ce que déclare dans un entretien accordé à l'Agence Fides le Père Lawrence Andrew, prêtre et directeur de l'Herald, l'hebdomadaire de l'Archidiocèse de Kuala Lumpur. L'Herald a été au centre de l'actualité l'an dernier en ce qui concerne la question relative à l'usage du terme « Allah » de la part des non musulmans, question qui n'a pas encore été résolue et oppose, y compris au niveau légal, l'Eglise au gouvernement malaisien.

Fides a interpellé le Père Andrew afin de lui faire commenter la vaste manifestation organisée par le mouvement « Bersih 2.0 » qui a traversé aujourd'hui la capitale (voir Fides 08/07/2011). La police a bloqué les accès à la ville, arrêté plus de 600 militants et dispersé par la force au moins 20.000 manifestants.

Le Père Andrew déclare : « Il s'agit d'un mouvement qui part d'en bas, des ONG qui défendent les droits de l'homme, les droits des femmes, les libertés, l'honnêteté en politique. Aucun parti politique ne le manœuvre même si certains responsables de partis d'opposition ont déclaré le soutenir. C'est un signe important du changement que la société, et en particulier les jeunes, désire, un changement qui devrait consister en plus de démocratie, de transparence et de légalité. On est parti d'une demande de propreté du processus électoral en vue des prochaines élections générales pour élargir le champ à une réforme globale ».

Le Père Andrew confirme à Fides l'implication des communautés chrétiennes malaisiennes aux côtés des croyants d'autres religions même si cela n'est certes pas dû – comme certains l'ont insinué – au soi-disant « financement occulte » provenant d'associations chrétiennes basées à l'étranger : « La communauté chrétienne est amplement impliquée. Elle partage de telles requêtes avec les fidèles hindous, musulmans et d'autres religions. L'une des personnalités les plus en vue du mouvement Bersih est le jeune avocat chrétien Edmund Bon. Mais la direction générale est confiée à une femme, l'avocate hindoue Ambiga Sreenevasan, connue pour son engagement en matière de défense des droits et libertés ».

Au plan politique, poursuit le Père Andrew, « le gouvernement de l'UMNO (United Malays National Organization) semble allergique à toute tentative de dialectique et à toute opposition. Pendant des décennies, il a gouverné avec la majorité des deux tiers dans le pays et c'est seulement en 2008 que sa majorité s'est réduite à plus de 50%. Aujourd'hui, l'exécutif semble intentionné à user les manières fortes mais ceci est un signe de faiblesse en ce qu'il ne parvient pas à répondre aux requêtes qui naissent au sein de la société. Le Premier Ministre, Najib Razak, est plus faible : il existe une lutte à l'intérieur du parti afin de prendre les rênes. Dans tous les cas, je ne crois pas que ce gouvernement sera capable d'instaurer un dialogue, d'ouvrir des négociations et de faire propre les requêtes du mouvement Bersih ».

S'agit-il d'un mouvement que l'on pourrait comparer à ceux qui ont intéressé le monde arabe ? Selon le prêtre, « il est similaire en ce qu'il demande un changement de mentalité, une nouvelle culture politique, une nouvelle relation entre la société civile et le monde politique, une nouvelle conception du pouvoir comme service de la société et du bien commun. Les droits de tous les citoyens – à quelque groupe ethnique ou religieux qu'ils appartiennent – sont mis en évidence. Il s'agit d'un signe de maturité de la société civile malaisienne et ceci constitue déjà une espérance pour l'avenir du pays ». (PA) (Agence Fides 09/07/2011)